

Le Maroc et l'Occident du XVIe au XXe siècle

Bernard Lugan

Maître de conférence à l'université de Lyon III Directeur-éditeur de la revue *L'Afrique réelle*
Expert auprès du tribunal pénal international pour le Rwanda (ONU)

Aux XIe-XIIe siècles, à l'époque de la dynastie almoravide, le Maroc était à la fois une puissance africaine et européenne s'étendant depuis le fleuve Sénégal jusqu'au nord de l'Espagne. L'« Empire des deux rives » fut ensuite peu à peu repoussé vers l'Afrique. Au XVIe siècle, une fois la Reconquista chrétienne terminée, le Maroc ne fut plus qu'une puissance africaine et ses relations avec l'Occident changèrent alors de nature... Afin de mieux appréhender ces dernières, nous nous sommes adressés à Bernard Lugan qui a publié aux éditions Perrin, en 2000, une Histoire du Maroc des origines à nos jours.

Maroc et Espagne : de l'alliance à l'expulsion des Morisques

Sous le règne du sultan saadien Mohammed ech-Cheikh (1554-1557), le danger turc se fit sentir sur les frontières orientales du Maroc et le souverain, quoiqu'il fût héros de la guerre sainte contre les chrétiens, fit preuve d'un grand réalisme politique en devenant l'allié du roi d'Espagne, pourtant champion de la chrétienté.

Tout changea à partir de 1609, quand le roi Philippe III d'Espagne décida d'expulser les Morisques qui, au nombre de trois cent mille environ, étaient des musulmans demeurés en terre chrétienne. Rebelles, toujours prêts à se soulever, ils refusèrent avec vigueur de se convertir et constituèrent un État dans l'État. Le danger turc se faisant pressant, les autorités espagnoles, qui voyaient en eux une « cinquième colonne », décidèrent de les expulser, essentiellement vers le Maroc.

Certains de ces émigrés développèrent des activités de course qui dressèrent les gouvernements européens contre le Maroc et contribuèrent à isoler le pays. C'est ainsi qu'à partir de 1609 des Morisques originaires de la ville espagnole d'Hornachos se fixèrent dans la casbah des Oudaïa à Rabat qui fermait l'estuaire du Bou Regreg. L'année suivante, en 1610, des Andalous fondèrent Salé la Neuve où ils constituèrent une sorte de « république corsaire » en partie indépendante du pouvoir royal. Forte de plusieurs dizaines de navires, la flotte corsaire maraudait sur les grandes voies maritimes de l'époque qui, toutes, passaient au large du Maroc, ce qui provoqua de violentes réactions européennes, qui se traduisirent par des bombardements de villes marocaines ou par des campagnes de blocus.

Au XIXe siècle, la nature des relations entre le Maroc et l'Occident changea et, de 1822 à 1894, le royaume se trouva seul face aux impérialismes, avant que se posât la « question marocaine » qui entraîna son occupation et son partage.

Maroc et France : de difficiles accords avec, pour enjeu, l'Algérie

C'est au cours du long règne du sultan Moulay Abderramane (1822-1859) que le Maroc fut confronté au dynamisme conquérant des puissances européennes. Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau sultan avait tenté d'ouvrir le Maroc à des partenaires commerciaux en signant des conventions avec le Portugal en 1823, l'Angleterre en 1824, la Sardaigne et la France en 1825. Parallèlement, il essaya de rétablir la puissance maritime de son empire en favorisant la reprise de la course. En juillet 1828, une grave crise internationale résulta de cette activité, quand des corsaires de Salé s'emparèrent au large des côtes portugaises de trois navires, dont l'un battait pavillon anglais et un autre celui de l'Autriche.

La France étant présente à Alger depuis 1830, elle envoya une mission dirigée par le comte de Mornay en 1832, afin d'obtenir la neutralité du Maroc dans les affaires algériennes. Delacroix, qui en faisait partie, en rapporta des carnets de dessins qui constituent un véritable reportage sur le « vieux » Maroc.

Abd el-Kader continuant à tenir tête à l'armée française, les *oulémas* de Fès décrétèrent que sa résistance s'apparentait au *djihad*, à la guerre sainte. Or, lié par les accords de 1832, le sultan marocain ne pouvait aider trop ouvertement le jeune émir. Le Maroc allait cependant se trouver impliqué dans un conflit dont il se serait bien passé. Le 16 mai 1843, le duc d'Aumale s'empara de la Smala, le camp d'Abd el-Kader qui se réfugia au Maroc où le sultan Moulay Abderramane ne pouvait refuser de l'aider, l'enjeu n'étant ni politique ni territorial mais religieux : le sultan était dans une situation embarrassante.

En 1844, un poste militaire français fut construit à Lalla-Maghnia, dans une zone que le sultan considérait comme marocaine. Une armée chérifienne marcha alors en direction d'Oujda. La guerre entre le Maroc et la France était inévitable. Le 6 août 1844, l'escadre du prince de Joinville bombardait Tanger et le 15 août, après un débarquement, le prince se rendit maître de Mogador qui fut brièvement occupée. La veille, le 14 août 1844, la bataille de l'oued Isly avait été un désastre pour l'armée marocaine. « Dès lors, le Maroc n'a plus été qu'un artichaut dont les puissances coloniales arrachaient les feuilles. »

Le 10 septembre 1844, le Maroc signait les accords de Tanger. Les Français y demandaient le licenciement des troupes stationnées à la frontière algéro-marocaine, et surtout la mise hors-la-loi d'Abd el-Kader avec lequel ils voulaient en finir. Le 18 mars 1845, Français et Marocains signaient le traité de Lalla Maghnia par lequel une frontière artificielle était tracée.

C'est sous le règne de Mohammed IV (1859-1873) que commença le dépeçage du Maroc. Le processus débuta avec l'occupation de Tétouan par l'Espagne.

La « question marocaine », de 1894 à 1912, ou le Maroc face aux rivalités franco-anglaise et franco-germanique

Le 5 août 1890, aux termes d'une convention secrète, la France et la Grande-Bretagne se mirent d'accord pour délimiter leurs sphères d'influence en Afrique. En échange de la reconnaissance du protectorat britannique sur les îles de Zanzibar et de Pemba, dans l'océan Indien, Paris se voyait reconnaître la possibilité d'occuper le Sahara centre-occidental afin de posséder un passage vers le sud, c'est-à-dire vers le Niger et le lac Tchad. Londres accordait même toute liberté à Paris d'occuper les régions marocaines du Touat, du Gourara, du Tidikelt et d'Igli dans la vallée de la Saoura. Par cet axe, la France envisageait de relier l'Afrique occidentale à la Méditerranée et d'y faire passer son chemin de fer transsaharien.

Les accords entre les puissances se succédèrent et en 1902, par un traité secret, la France et l'Italie s'engagèrent à se partager le littoral sud de la Méditerranée : à l'Italie, la Tripolitaine et le Fezzan, à la France le Maroc.

Tenu à l'écart de toutes ces tractations, le sultan résista fermement, prétendant devoir rendre compte de chaque détail à une assemblée de notables particulièrement hostiles au démembrement du Maroc. Cette attitude fut relayée opportunément par l'arrivée de l'empereur d'Allemagne

Guillaume II à Tanger, le 31 mars 1905. Une forte tension européenne s'en suivit, réglée par une conférence internationale qui se tint du 7 janvier au 6 avril 1906 à Algésiras, en Espagne, et qui réunit treize pays dont les États-Unis et le Maroc. L'Allemagne s'y trouva isolée et l'Angleterre soutint la France, qui en retira tout l'avantage. L'indépendance et l'intégrité du Maroc étaient reconnues solennellement, ce qui devait calmer les craintes de l'Allemagne, mais la France obtenait le contrôle de Rabat, Mazagan, Safi et Mogador. Tanger et Casablanca étaient partagées avec les Espagnols qui obtenaient Tétouan et Larache. Paris était, en outre, majoritaire dans la banque d'État, ce qui lui assurait la domination des finances marocaines.

L'Angleterre et l'Espagne laissaient donc les mains libres à la France pour grignoter le Maroc et sa souveraineté, mais l'Allemagne n'hésitait pas à provoquer des incidents qui rappelaient aux Français les engagements officiels qu'ils devaient tenir. En 1909, un accord fut conclu entre Français et Allemands, ces derniers reconnaissant le rôle politique de la France au Maroc, mais obtenant en contrepartie des avantages économiques.

En 1911, le sultan assiégé dans la ville de Fès par des sujets révoltés demanda l'intervention française. La colonne Moinier entra dans la ville le 21 mars. Meknès fut investie le 8 juin, Rabat le 9 juillet, et des postes furent créés dans les tribus des Zemmour et des Zaer.

L'Allemagne réagit en envoyant le croiseur Panther à Agadir le 1er juillet 1911. Le prétexte officiel était la protection des intérêts allemands dans le Sous. En fait, il s'agissait de montrer à la France qu'elle ne pouvait impunément prendre possession du Maroc. À ce moment, l'on frôla la guerre. Pour l'éviter et tenter de trouver un terrain d'entente entre Paris et Berlin, les diplomates s'agitèrent, discutèrent, proposèrent et surtout marchandèrent.

Le Maroc sous protectorat français

La France posait un préalable : les droits français sur le Maroc n'étaient pas négociables. Ceci étant, afin d'apaiser l'Allemagne, il convenait de lui offrir des compensations. Berlin eut l'intelligence de comprendre que toute limitation ou remise en question de la volonté française au Maroc conduirait à la guerre.

Le 4 novembre 1911, une convention était signée, qui réglait le contentieux colonial entre les deux pays, mais à l'avantage de la France. Désormais, Paris avait toute liberté d'action au Maroc.

Le traité de Protectorat fut signé par le sultan Moulay Hafid le 30 mars 1912, sous la pression de cinq mille soldats français qui campaient sous les murs de son palais, de l'occupation de vastes zones dans l'ouest et dans l'est du royaume, et d'un climat d'anarchie qui s'étendait dans le pays.

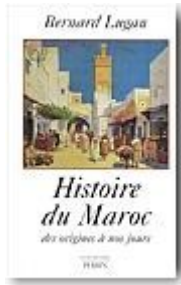
Mais la situation était confuse ; la France fit alors appel à l'homme providentiel qui régla tous les problèmes militaires et administratifs : Hubert Lyautey, premier Résident général au Maroc. Sa grande ombre allait s'étendre sur le Maroc pendant treize ans. Il ne fut pas seulement un chef de guerre, mais aussi un administrateur intelligent, diplomate et connaisseur avisé de la mentalité marocaine. Respectueux de l'identité du pays, « ce grand lord colonial de la IIIe République » fit franchir au Maroc le gué difficile qui le séparait de la modernité, tout en lui conservant son âme.

Bernard Lugan

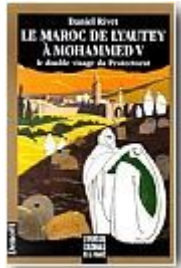
Novembre 2000

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Histoire du Maroc des origines à nos jours
Bernard Lugan
Perrin, Paris, 2000



Le Maroc de Lyautey à Mohammed V
Daniel Rivet
Plon, Paris, 1999.